



RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BM À WASHINGTON FAID PARTICIPE AUX TRAVAUX

Page 3

**LE MINISTRE DU COMMERCE
INTRANSIGEANT**

**LES SPÉCULATEURS
SERONT MIS OUT**

Page 2

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4991 | Lundi 15 avril 2024- Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

PRÉSIDENTE ALGÉRIENNE

**L'ALLOCATION
CHÔMAGE, UN ACQUIS
IRRÉVERSIBLE**

Page 3

RIPOSTE IRANIENNE À L'AGRESSION TERRORISTE DE L'ENTITÉ ISRAËLIENNE

DE LA LÉGITIME DÉFENSE

Page 5



IL A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE



LE PREMIER MINISTRE PALESTINIEN À ALGER

Page 3

■ **PROCHAINS EXAMENS SCOLAIRES
BELAABED
APPELLE À UNE BONNE
PRÉPARATION**

Page 2

■ **FINALISATION DES PROCÉDURES
ADMINISTRATIVES
L'ONPO MET EN GARDE
LES FUTURS HADJIS**

Page 3

■ **ACCIDENT DE LA ROUTE
CARNAGE À ANNABA
ET À TINDOUF**

Page 16

Phs DR

ÉDUCATION NATIONALE

Belaabed appelle à une bonne préparation des prochains examens

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a appelé lors d'une réunion tenue, samedi, avec les cadres de l'administration centrale à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, à poursuivre le travail durant le troisième trimestre de l'année scolaire 2023/2024 et à préparer les examens nationaux et les autres opérations «avec la même détermination» relevée lors des deux premiers trimestres.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le ministre a également «salué », selon un communiqué du ministère, les efforts consentis par tous et le professionnalisme dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de leurs tâches et responsabilités.

Abdelhakim Belaabed, a dans ce sens, souligné que «l'engagement et la rigueur au travail ont permis au secteur de l'Éducation nationale de progresser résolument dans la concrétisation des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en matière éducative.»

Le ministre qui a mis en exergue «la nécessité de conjuguer les efforts, de resserrer les rangs et d'œuvrer inlassablement pour atteindre les buts et objectifs escomptés», a rappelé «les dossiers que le ministère compte lancer pour améliorer la performance et le service public dans le secteur et parfaire l'acte éducatif.»

Intensifier les visites de terrain

«Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a appelé les directeurs de l'Éducation des différentes régions du pays à intensifier les visites sur le terrain dans les établissements scolaires et à s'enquérir de leur bon fonctionnement au cours du 3^{ème} et dernier trimestre de l'année scolaire 2023-2024», a indiqué hier un communiqué du ministère.

Lors d'une conférence nationale présidée samedi via visioconférence, en présence de cadres de l'administration centrale, des directeurs de l'éducation et du directeur de l'Office national des examens et concours (ONEC), M. Belaabed a insisté sur la nécessité d'«intensifier les visites sur le terrain dans les établissements scolaires, de s'enquérir de leur bon fonctionnement et des prestations de restauration scolaire», précise le communiqué.

Le ministre a également appelé à «redoubler de vigilance et à s'enquérir de l'état des établissements scolaires dans les régions ayant connu des perturbations météorologiques récemment en coordonnant avec les autorités locales dans les cas nécessitant leur intervention.»

Concernant les opérations programmées dans le calendrier administratif du 3^{ème} trimestre de l'année scolaire en cours, le ministre a souligné la nécessité de «finaliser toutes les dispositions liées à la préparation des examens scolaires nationaux, en commençant par les centres de déroulement de l'épreuve d'éducation physique



et sportive pour les candidats libres, en veillant à assurer le bon déroulement de l'examen de validation de niveau pour les apprenants inscrits à l'Office national d'enseignement et de formation à distance (ONEFD), outre la préparation de l'examen d'évaluation des acquis du cycle primaire prévu les 12, 13 et 14 mai prochains.» M. Belaabed a également ordonné l'organisation d'un «programme riche selon les thèmes prévus dans la circulaire concernant la célébration de la Journée du savoir, célébrée le 16 avril de chaque année, en assurant une large couverture médiatique de cet événement important.» Le ministre a souligné, par ailleurs, «la nécessité d'assurer un suivi réel de la mise en œuvre des étapes du mouvement annuel des fonctionnaires selon le calendrier annoncé et une large médiatisation des dates et des délais», conclut le communiqué.

Logements de fonction : des fonds pour expulser les occupants illégaux

Les directeurs de l'Éducation des wilayas

ont instruit les directeurs des établissements scolaires de lancer l'élaboration du budget pour l'année 2024. Dans ce cadre, ils ont proposé d'allouer une enveloppe financière pour couvrir les frais juridiques liés à l'exécution des opérations d'expulsion des logements de fonction. Selon des sources du journal *Echourouk*, en prévision du lancement par les directeurs des établissements scolaires du moyen et du secondaire de l'élaboration du budget préliminaire pour l'année 2024, les directeurs de l'éducation des wilayas ont pris l'initiative de soumettre une proposition comprenant l'allocation d'une provision financière estimée à 50.000 DA. Cette provision sera inscrite au titre II du chapitre premier dudit projet, et sera directement destinée à l'indemnisation des charges judiciaires en général et des frais et honoraires des huissiers de justice en particulier, qui s'accumulent généralement suite aux opérations d'évacuation des logements de fonction par leurs occupants.

À cet égard, ces sources soulignent qu'une grande responsabilité et une

grande sensibilité incomberont aux chefs d'établissements scolaires, d'autant plus qu'ils ont été chargés d'exécuter le « décret d'expulsion », une mission qualifiée de « complexe. »

Il est à noter que le ministère de l'Éducation nationale, par l'intermédiaire de la direction des ressources matérielles et financières, a publié une note ministérielle à la mi-mars dernier, dans laquelle il a annoncé le « report » du dépôt des comptes des établissements d'enseignement moyen et secondaire auprès de la Cour des comptes pour la deuxième année consécutive.

Le ministère a demandé aux chefs d'établissements scolaires de se contenter d'envoyer la « situation du budget » aux services des directions de l'éducation des wilayas compétentes, qui la conserveront jusqu'à une date ultérieure.

Les mêmes sources ajoutent que «cette proposition s'inscrit dans le cadre de la mission directe confiée aux chefs d'établissements scolaires pour mettre en œuvre les procédures et mesures d'expulsion des logements de fonction pour les personnes non éligibles.» Elles indiquent également que les services financiers et moyens des directions de l'éducation des wilayas se contenteront de rédiger le « décret d'expulsion », tandis que le directeur de l'établissement scolaire sera directement responsable de l'exécution de la décision sur le terrain, en notifiant les personnes concernées par l'intermédiaire de l'huissier de justice, ou même en assurant le suivi judiciaire au niveau du tribunal. Par conséquent, la décision ministérielle entraînera un « gel » temporaire de l'exécution de toutes les opérations matérielles et financières liées essentiellement au contrôle des budgets des établissements scolaires.

Le contrôle du total des recettes et des prestations dans l'établissement et liées au paiement des factures d'électricité, de gaz, d'eau et de loyer, par exemple, sera suspendu, ainsi que le « journal des comptes » ouvert auprès du Trésor et des tiers du côté de la justification des recettes.

C. A.

LE MINISTRE DU COMMERCE INTRANSIGEANT

Les spéculateurs seront mis out

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

La guerre est déclarée contre les spéculateurs. Le ministre du Commerce Tayeb Zitouni a averti récemment contre toute anarchie et augmentation délibérée des prix. Profitant de sa tournée, le ministre menace les commerçants peu scrupuleux indécents sur la saisie de leurs produits qui ne respectent pas les normes des prix. À titre illustratif, la banane dont le tarif a dépassé les 500 DA ces derniers jours, n'a pas échappé aux foudres du ministre du Commerce qui a appelé au boycott de ce produit par les consommateurs.

Une première en Algérie où un haut responsable a osé défier le lobby des importateurs.

Tayeb Zitouni affirmé que «son département a calculé le prix de revient de la banane en concluant que sa vente ne devrait pas excéder les 200 DA avec marges comprises.» Les importateurs

ramènent ce produit à un demi-dollar et que des milliers de tonnes sont disponibles sur le marché.

La situation du marché a basculé envers une augmentation injustifiée de plusieurs produits dont notamment les fruits et légumes avec des fourchettes entre 50 et 100 DA. Or, durant les fêtes de l'Aïd et même après, le département du Commerce a fait savoir que des mesures anticipatives ont été prises pour garantir un approvisionnement régulier des produits avec des prix fixés pour la consommation finale. Bien que les commerçants dans leur ensemble aient respecté les consignes de la permanence durant l'Aïd, il subsiste encore des pratiques qui font fi des règlements sur les transactions commerciales. Il y a notamment la vente illécite de certains produits tels que les brebis et la viande d'âne dont quelques commerçants véreux et sans scrupule n'hésitent pas à écouler. Fort heureusement et grâce à

la vigilance de certains citoyens, ces commerces ont été fermés et leurs propriétaires ont été poursuivis en justice.

Dans certains magasins et superettes, on enregistre plus de disponibilité de produits agro-alimentaires mais parfois l'affichage de prix fait défaut. Pourtant la tutelle a averti que «les contrôles seront minutieux sur la véracité des prix et leur transparence publique.» Pour ce qui est de la régulation des prix, le premier responsable du Commerce a annoncé que les marchés de gros seront soumis à une numérisation entière de leur activité.

Un atelier prochain verra la participation de 50 gestionnaires de ces marchés. En matière de monopôle illégaux et actes frauduleux, le ministère du Commerce promet de continuer l'assainissement du secteur en se montrant intransigeant sur les sanctions à l'endroit des contrevenants.

F. A.

RÉUNIONS DE PRINTEMPS DU FMI ET DE LA BM À WASHINGTON

Faid participe aux travaux

«Le ministre des Finances, Laaziz Faid, participera aux travaux des réunions de printemps de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), prévues du 15 au 20 avril en cours à Washington», a indiqué hier le ministère dans un communiqué.

PAR LAKHDARI BRAHIM

« Dans le cadre de ses engagements internationaux, le ministre des Finances, Laaziz Faid et en sa qualité de gouverneur pour l'Algérie auprès des banques multilatérales de développement, conduira une délégation de son département ministériel pour participer du 15 au 20 avril 2024, aux travaux des réunions de printemps du groupe de la Banque mondiale et du FMI, prévues à Washington D.C (Etats-Unis) », précise le ministère. Ces réunions qui constituent une occasion pour discuter des défis économiques mondiaux, du développement économique, de la stabilité financière et d'autres questions pertinentes, comprennent des sessions plénières, des séminaires, des tables rondes et des événements parallèles, où les participants pourraient discuter de politiques, partager des idées et rechercher des solutions aux problèmes économiques et financiers mondiaux. «Elles offrent également un forum pour des rencontres bilatérales entre les représentants des pays membres, les dirigeants des institutions internationales et d'autres parties prenantes», ajoute la même source. À cette occasion, M. Faid prendra part aux réunions statutaires du groupe de la BM (Comité de développement, G-24, Comité monétaire et financier international...) et se réunira avec les hauts responsables de cette institution pour notamment, explorer les voies et moyens visant à renforcer la coopération entre les deux parties, à max-



imiser son impact, tout en s'assurant de son alignement avec les objectifs de développement de l'Algérie. M. Faid aura également à participer aux côtés des autres ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) à la réunion programmée avec la directrice générale du FMI et à rencontrer les hauts responsables de cette institution pour échanger sur les tendances économiques mondiales actuelles, les

défis et les opportunités ainsi que les perspectives de croissance économique et de stabilité financière. «En marge de sa participation à ces réunions de printemps, le ministre des Finances rencontrera ses homologues des autres pays membres et les hauts représentants d'autres institutions financières internationales et régionales pour discuter de questions bilatérales, en sus de sa participation à des événements parallèles», selon le communiqué. **L. B.**

PRÉSIDENTE ALGÉRIENNE

L'allocation chômage, un acquis irréversible

Les informations fallacieuses véhiculées au sujet d'un « prétendu réaménagement des modalités de l'octroi de l'allocation chômage » sont sans fondements, a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République. « Ces arguties en ce temps bien précis, qui prêtent à confusion, relèvent des fake-news, voire de la manipulation », précise la même source. La Présidence de la République tient à rassurer que « cette mesure phare qui a pour objectif de soulager une frange de la société, notamment nos jeunes, est un acquis irréversible et que rien ne changera concernant les modalités d'octroi de cette allocation chômage qui ouvre également droit à une couverture sociale et à la carte Chiffa. »

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BIÉLORUSSIE EN ALGÉRIE

Tebboune reçoit Sergueï Aleïnik

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le ministre des Affaires étrangères de la République de Biélorussie, M. Sergueï Aleïnik», a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem. **R. N.**

IL A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le Premier ministre palestinien à Alger

PAR RAYAN NASSIM

«Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'État de Palestine, M. Muhammad Mustafa», a annoncé la présidence dans un communiqué. Selon le communiqué, la rencontre s'est déroulée en présence du Directeur de cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale

à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et du représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, M. Amar Bendjama. Par ailleurs le Premier ministre palestinien et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, Mohammad Mustafa a été accueilli à l'aéroport international Houari Boumediene par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale, Ahmed Attaf, et du ministre des Moudjahidine et des Ayants droits, Laid

Rebiga. Cette visite a été annoncée lors d'un échange téléphonique, la semaine passée, entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et Mahmoud Abbas, président de l'État de Palestine occupé. Le lendemain, le ministre algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a eu un entretien téléphonique, avec Mohammad Mustafa, en application des décisions issues de l'entretien téléphonique entre les deux chefs d'État. **R. N.**

FINALISATION DES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

L'ONPO met en garde les futurs hadjis

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a prévenu, hier dans un communiqué, que «le dépassement du délai de finalisation des procédures administratives et sanitaires et de paiement des frais du hadj, fixé au 15 avril, entraînera l'annulation du livret du hadj pour cette saison.» L'Office national du pèlerinage et de la omra «informe l'ensemble des citoyennes et citoyens concernés par l'accomplissement du hadj, cette saison, que le dernier délai pour la finalisation des procédures administratives et sanitaires et le paiement des frais du hadj est fixé au 15 avril (20h00)», les invitant à «finaliser au plus vite les procé-

dures.» «Le dépassement de ce délai entraînera l'annulation du livret du hadj pour cette saison», a prévenu l'ONPO dans son communiqué.

L'ONPO appelle les pèlerins souhaitant voyager en groupe à réserver sur un même vol

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), a appelé, hier dans un communiqué, les citoyens ayant ouvert des comptes sur le portail du hadj «Bawabet El Hadj Dz» et l'application «Rakb El Hadjidj», à regrouper tous les hadjis désirant voyager, ensemble, dans un même groupe, pour assurer la réserva-

tion de leurs billets sur un même vol. «L'ONPO informe tous les citoyens ayant ouvert des comptes sur le portail du hadj «Bawabet El Hadj Dz» et l'application «Rakb El Hadjidj» au profit de leurs hadjis, qu'ils doivent identifier tous les pèlerins désirant voyager, ensemble, et les regrouper dans un même groupe (hommes et femmes), sans oublier de préciser la relation avec le Mahram, afin d'assurer la réservation de leurs billets sur un même vol», lit-on dans le communiqué. A noter que la réservation du billet de voyage est définitive et ne peut être modifiée, conclut le communiqué. **R. N.**

AAPI
6.600 projets enregistrés jusqu'à fin mars

«L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a enregistré jusqu'à fin mars dernier, 6.600 projets d'investissement déclarés d'une valeur de près de 3.200 milliards de DA», a indiqué, hier à Alger, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, affirmant que ce chiffre doublera à l'avenir grâce à l'abondance du foncier économique. M. Rekkache est ainsi intervenu lors d'une cérémonie organisée par l'agence au siège de la Banque nationale de l'habitat (BNH), pour la remise des décisions provisoires d'octroi du foncier relevant du domaine privé de l'État, aux fins de réalisation de projets d'investissement, en présence du directeur de cabinet du Premier ministre, Mourad Slimane Benamer, de membres du Gouvernement, de walis de la République, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, et de directeurs généraux d'établissements économiques publics. **R. N.**

ATTAQUE IRANIENNE CONTRE L'ENTITÉ SIONISTE

Une augmentation des prix du pétrole envisageable

Le prix du baril de Brent va nettement augmenter si la crise au Moyen-Orient va perdurer, notamment, après la riposte menée par l'Iran contre l'entité sioniste, dans la nuit de samedi à dimanche. C'est l'analyse faite, hier, par l'expert en questions énergétiques et ancien P-dg d'une filiale de Sonatrach, Baghdad Mendouche.

PAR RIAD EL HADI

Dans ce premier numéro de la semaine de l'émission « L'invité de la Rédaction », de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Mendouche pronostique une nette augmentation du prix du baril de Brent « si la situation qui prévaut au Moyen-Orient va perdurer ». Une augmentation qui, selon lui, a déjà débuté, car le prix du baril de Brent est passé de 91,5 \$ à 92 \$, soit une hausse d'un demi-dollar.

Il n'y a pas que la géopolitique

Cet accroissement du prix du baril de Brent ne peut être expliqué, uniquement, par la situation géopolitique avec le conflit entre l'Iran et l'entité sioniste ou encore l'agression barbare menée par



cette dernière contre la bande de Ghaza, depuis plus de sept mois.

Pour M. Mendouche, plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse, à commencer par l'augmentation de la demande mondiale exprimée dans cette période de l'année, pour cet été.

Selon les prévisions, la prochaine saison estivale sera marquée par une forte demande de transport aérien et une mobilité routière accrue, explique l'orateur. De plus, les prévisions sur l'économie mondiale sont optimistes et les chiffres de croissances aussi. En d'autres mots, la demande de pétrole sera beaucoup plus importante et aura un impact sur son prix, explique l'invité de la Chaîne 3.

M. Mendouche poursuit que l'augmentation du prix du pétrole trouve son explication, également, dans les décisions prises par l'Opep+, depuis 2022, concernant la diminution de la production du pétrole de 2,2 millions de barils par jour, ainsi que dans la crise en mer Rouge.

L'Algérie doublement avantagée

Cet état de fait sera profitable à tous les producteurs de pétrole, dont l'Algérie, estime l'intervenant. D'après lui, l'Algérie va être doublement avantagée, car le pétrole algérien, référencé Sahara

Blend, coute plus cher et connaît une forte demande auprès de l'Industrie du raffinage.

D'autre part, l'Algérie va tirer avantage de ses contrats gaziers à long terme, qui ont été renégociés à la hausse en 2021 et en 2022. Rappelant que le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole, M. Mendouche estime que l'Algérie va profiter d'un meilleur prix pour le baril de pétrole et de meilleures recettes pour les contrats gaziers à long terme.

La tendance haussière des prix du pétrole va se maintenir

L'appréciation du marché pétrolier est soutenue aussi, selon lui, par les analyses faites par des experts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui tablaient sur une hausse de la consommation mondiale de pétrole autour de 104,5 millions de barils/jour en 2024, tandis que l'AIE, organisation qui défend les consommateurs, s'attendait à ce que la demande variera entre 100 et 102 millions de barils/jour.

Cette situation du marché pétrolier profitable à tous les pays producteurs de l'Opep, a un double avantage pour l'Algérie, a relevé par ailleurs l'expert, citant le fait que le pétrole algérien référencé le Sahara Blend est plus demandé par l'industrie de raffinage, ainsi que son impact positif sur les contrats gaziers à long terme qui sont indexés sur les cours du brut.

R. E.

L'efficacité de la politique prudente de l'OPEP+ soulignée

PAR RANIA NAILI

Des experts en énergie ont affirmé que « la hausse continue des prix du pétrole que connaissent les marchés mondiaux depuis des semaines, et appelée à atteindre le seuil des 100 USD, reflète l'efficacité de la politique prudente adoptée par le groupe OPEP+ face à l'escalade des tensions géostratégiques ».

À ce propos, l'expert Ahmed Tartar a estimé, dans une déclaration à l'APS, que « les prix ayant dépassé 90 USD, sont en adéquation avec la politique prudente de l'OPEP+ qui a réussi à établir un équilibre précis » entre l'offre et la demande.

« L'approche prudente et le suivi permanent de l'évolution du marché pétrolier permettront de maintenir ce prix qui profite à la fois aux producteurs et aux consommateurs, et consacre le rôle de l'alliance OPEP+ dans la gestion du marché international du pétrole en vue d'atteindre une fourchette de prix au mieux du développement des sociétés des pays producteurs sans perturber les équilibres financiers des pays consommateurs », a-t-il ajouté.

L'expert a également souligné l'importance de la réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), tenue le 3 avril dernier, et qui a salué l'engagement des pays participant aux quotas de réduction et aux réductions supplémentaires volontaires, tout en s'apprêtant « à prendre des mesures supplémentaires pour faire face à

toute éventualité ».

Cette réunion, poursuit-il, a notamment contribué à soutenir les marchés, et confirmé le souci des producteurs de pomper uniquement les quantités nécessaires sur le marché pour atteindre « un prix équilibré ». Selon l'expert, cela démontre que l'OPEP+, qui surveille la situation de mois en mois, gère le processus avec minutie en ce sens qu'elle a réussi à concilier de manière positive entre l'offre et la demande au milieu de l'année en cours, en attendant que les pays de l'alliance se réunissent à nouveau début juin afin de réexaminer cette trajectoire suivant l'évolution du marché.

S'agissant des variables prises en considération par les pays de l'Organisation et leurs alliés, M. Tartar a particulièrement rappelé l'état de l'économie mondiale, encore impactée par les retombées de la pandémie du Covid-19 et les tensions géopolitiques en Europe de l'Est et au Proche-Orient, particulièrement liées aux régions de production ou de transport du pétrole.

Pour l'expert Choeib Boutamine, les décisions du groupe OPEP+ et la réduction volontaire de production par ses membres ont considérablement contribué à résorber la surabondance de l'offre sur le marché. Par ailleurs, les efforts du Groupe ont récemment été renforcés par la décision de l'Irak de réduire encore une fois ses exportations le mois prochain, en vue de compenser toute augmentation enregistrée

en janvier et février dépassant sa part, prévue en vertu des accords de l'OPEP+. En outre, de nombreuses raffineries dans le monde entier s'arrêtent pour entrer en phase de maintenance avec l'arrivée du printemps, sachant qu'en Chine, seulement, certaines raffineries devraient arrêter le raffinage de près de 800.000 barils/jour.

Des facteurs géostratégiques

« Si nous ajoutons à cela l'ensemble des facteurs géostratégiques dont l'intensité s'est accrue ces derniers temps », a-t-il dit, l'on pourrait comprendre les raisons de l'augmentation notable des prix du pétrole à plus de 91 USD/baril, avec une hausse de près de 10 USD, le mois dernier. Cependant, il est difficile de prévoir la poursuite de cette tendance à la hausse des prix dans les prochains mois, eu égard à son lien relativement instable avec des facteurs conjoncturels, selon M. Boutamine.

Parmi ces facteurs figurent les décisions des Banques centrales des grandes économies telles que les États-Unis et l'UE concernant les taux d'intérêt, ainsi que l'impact potentiel d'une future baisse de ces taux sur la hausse de l'activité économique et donc sur la demande. Cependant, l'OPEP+ doit profiter de toute augmentation future de la demande afin de préserver ses parts de marché, selon l'expert qui estime que si les prix se sta-

bilisent entre 85 et 90 USD jusqu'en juin prochain, l'alliance devra injecter près d'un (1) million de barils/jour pendant la saison estivale, qui se caractérise par une augmentation de la demande dans le secteur des transports.

Des mises en garde

L'expert a en outre mis en garde contre toute autre augmentation excessive des prix, car cela permettrait aux pays producteurs hors OPEP+ d'élargir leurs parts sur le marché international, mais aussi d'accroître l'inflation et par conséquent réduire la demande.

Pour rappel, le JMMC a salué, lors de sa dernière réunion, l'engagement des pays membres de l'alliance, et ce, après révision des rapports de production de pétrole brut pour les mois de janvier et février 2024.

Le JMMC a également salué l'engagement de l'Irak et du Kazakhstan de parvenir à une conformité totale et de compenser l'excédent de production, ainsi que l'annonce par la Russie que ses ajustements volontaires pour le deuxième trimestre 2024, concerneront « la production plutôt que les exportations », alors que les pays ayant un excédent de production au premier trimestre de l'année en cours, présenteront, pour leur part, leur plans de compensation détaillés au secrétariat de l'OPEP le 30 avril en cours.

R. N.

RIPOSTE IRANIENNE À L'AGRESSION TERRORISTE DE L'ENTITÉ ISRAËLIENNE

Une action basée sur l'article 51 de la Charte de l'ONU

La mission permanente de l'Iran auprès des Nations Unies a déclaré que « l'action militaire de son pays contre Israël était basée sur l'article 51 de la Charte de l'ONU relatif à la légitime défense, et qu'elle était une réponse à l'attaque meurtrière israélienne sur le consulat iranien en Syrie », a rapporté dimanche l'agence de presse officielle IRNA.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

La mission iranienne a fait ces remarques alors qu'elle donnait des précisions sur les frappes de missiles et de drones à grande échelle de son pays lancées tôt dimanche contre Israël en représailles de l'attaque de missiles israélienne le 1^{er} avril sur la section consulaire de l'ambassade iranienne à Damas, tuant sept Iraniens, dont deux commandants chevronnés, selon IRNA. La mission a déclaré que l'attaque contre Israël pouvait être considérée comme conclue.

"Toutefois, si le régime israélien commet une nouvelle erreur, la réponse de l'Iran sera beaucoup plus sévère. Il s'agit d'un conflit entre l'Iran et le régime voyou d'Israël, dont les Etats-Unis doivent se tenir à l'écart", a-t-elle averti.

La mission a ajouté que si le Conseil de sécurité des Nations Unies avait condamné « l'agression » israélienne contre les missions diplomatiques iraniennes à Damas et avait par la suite jugé ses auteurs, « il n'aurait peut-être pas été nécessaire que l'Iran punisse » Israël. Le Corps des gardiens de la révolution iranienne (CGRI) a déclaré dans deux communiqués distincts qu'il avait lancé « des dizaines de missiles et de drones » et



« frappé et détruit avec succès » d'importantes cibles militaires appartenant à l'armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés, en réponse aux « nombreux crimes israéliens ». Le CGRI a également averti que toute menace de la part des Etats-Unis et d'Israël, quel que soit le pays, recevrait une réponse réciproque et proportionnée de la part de l'Iran. Fin

« Des dégâts sur une base militaire »

L'Iran a ainsi lancé plus de 200 drones et missiles contre l'entité israélienne, dans la nuit de samedi à dimanche, en réponse à une frappe contre son consulat à Damas début avril, qu'il attribue à l'Etat hébreu. C'est la première attaque directe jamais menée par la République islamique contre le territoire palestinien occupé.

Les alliés de l'Iran, le Hezbollah libanais et les rebelles yéménites houthistes ont aussi mené des attaques anti-israéliennes, le premier en tirant des roquettes sur le Golan occupé par Israël, et les seconds en lançant des drones en direction du territoire israélien.

L'armée israélienne a affirmé avoir intercepté une « vaste majorité » des projectiles.

« Des missiles iraniens sont tombés en territoire occupé, provoquant des dégâts sur une base militaire mais sans faire de victimes », a déclaré le porte-parole de l'armée s'occupation israélienne, Daniel Hagari. De son côté, l'agence officielle

iranienne IRNA a fait état de « sérieux dégâts dans la plus importante base aérienne du Néguev. »

L'Iran a de son côté demandé à Washington de « rester à l'écart » du conflit, le président américain, Joe Biden, a déclaré que les forces américaines avaient contribué à abattre « presque tous » les drones et missiles tirés par l'Iran sur la Palestine occupée, ajoutant qu'il avait réaffirmé son soutien « inébranlable » à Benjamin Netanyahu.

La mission iranienne à l'ONU a confirmé, dans un message posté sur X, que l'opération, baptisée « Promesse honnête », « répondait à l'agression du régime sioniste contre nos locaux diplomatiques à Damas. »

« L'affaire peut être considérée comme close », dit aussi le message. A la demande de l'entité israélienne, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité est prévue dimanche, après que le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné « une grave escalade. »

De son côté, Joe Biden a fait savoir qu'il convoquerait, dimanche, ses homologues du G7, groupe des pays les plus industrialisés, afin de coordonner une « réponse diplomatique unie » à l'attaque « éhontée » de l'Iran. Tel-Aviv, qui accuse l'ONU d'antisémitisme et refuse d'entendre parler de ses demandes pressantes de cesser de massacrer les femmes et les enfants de Palestine, se souvient brusquement de son existence.

R. R.

Réactions internationales ...

Moscou, par le biais de son ministère des affaires étrangères, appelle « toutes les parties impliquées à la retenue. Nous comptons sur les États de la région pour trouver une solution aux problèmes existants, par les moyens politiques et diplomatiques. »

Washington déclare, par la voix de Joe Biden que les forces américaines avaient aidé l'entité sioniste à abattre « presque tous » les drones et missiles tirés par l'Iran. Il a annoncé avoir réaffirmé « son soutien inébranlable » à « Israël » lors de l'entretien téléphonique qu'il a eu avec Netanyahu, ce dernier l'ayant appelé à l'issue d'une réunion du Cabinet de guerre consacrée à l'attaque iranienne.

En outre, Joe Biden a convoqué une réunion du G7 pour aujourd'hui dimanche afin d'évoquer l'attaque iranienne sur Israël.

Londres affirme être aux côtés d'Israël et déclare, par la voix de son 1^{er} ministre, que : « je peux confirmer que nos pilotes ont abattu plusieurs drones lors de l'attaque lancée par l'Iran contre Israël. »

La France a condamné fermement l'attaque iranienne contre Israël et conseille à ses ressortissants d'éviter de se rendre en Iran et à ceux qui y résident de le quitter temporairement.

Elle affirme aussi avoir assuré l'autodéfense de ses bases au Proche-Orient.

L'OTAN condamne aussi l'attaque de l'Iran mais « appelle à la retenue pour éviter que le conflit au Moyen-Orient ne devienne incontrôlable. »

Le Qatar a fait part de son inquiétude concernant les récents développements du conflit au Moyen-Orient et appelle toutes les parties à mettre fin à l'escalade, tout en exhortant la communauté internationale à prendre des mesures urgentes pour désamorcer la crise.

De leurs côtés, l'Arabie Saoudite appelle toutes les parties à épargner à la région et à ses habitants les dangers de la guerre et exhorte « le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre ses responsabilités pour maintenir la paix et la sécurité », et l'Egypte met en garde contre un risque d'extension régionale du conflit. Tout en appelant les différentes parties au calme, la Chine exprime sa profonde inquiétude devant l'aggravation actuelle de la situation sécuritaire au Proche-Orient, l'Union Européenne condamne fermement une attaque inacceptable et l'Allemagne prévient contre un risque de chaos en cas de poursuite de ces tensions.

R. N.

GENOCIDE SIONISTE À GHAZA

Le nombre de martyrs atteint 33.729

Les autorités palestiniennes de la Santé ont annoncé hier un nouveau bilan de 33.729 martyrs dans la bande de Ghaza depuis le début de l'agression sioniste contre l'enclave palestinienne, le 7 octobre dernier. La même source a informé également que le nombre de blessés a atteint 76.371 en six mois, précisant que « durant les 24 dernières heures seulement, 43 nouveaux martyrs ont été recensés dans l'enclave. »

Les autorités palestiniennes de la Santé ont également indiqué qu'« un certain nombre de victimes palestiniennes se trouvent encore sous les décombres et sur les routes, et que les forces d'occupation empêchent les ambulances et les équipes de la Protection civile de les atteindre. »

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste mène une agression sauvage contre l'enclave palestinienne entraînant des destructions massives d'infrastructures en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

R. N.

Air Algérie suspend ses liaisons aériennes avec la Jordanie et le Liban

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a informé, dans un communiqué rendu public hier, une suspension temporaire des liaisons aériennes entre l'Algérie et le Liban et la Jordanie. Cette mesure préventive a été prise du égard à l'exacerbation des tensions au Moyen-Orient.

Hier soir, l'Iran a lancé des dizaines de drones kamikazes contre Israël, en riposte à l'attaque perpétrée, ai début de ce mois d'avril, contre ses locaux diplomatiques en Syrie. L'offensive militaire est imputée à l'armée israélienne.

R. N.

L'Iran convoque les ambassadeurs du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne

Les ambassadeurs du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne à Téhéran ont été convoqués ce dimanche 14 avril 2024 par le ministère iranien des affaires étrangères afin de protester contre les propos tenus par les autorités de leurs pays respectifs. « Les diplomates ont été convoqués en raison des propos irresponsables de leurs pays respectifs concernant la réponse de l'Iran à la série d'actions du régime sioniste contre les ressortissants et les intérêts de notre pays », déclare le ministère iranien des affaires étrangères.

R. N.

FACE AUX FLUCTUATIONS DE LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE
ET AUX TENSIONS GÉOSTRATÉGIQUES

Quels sont les déterminants et perspectives des cours des hydrocarbures

Les prix du pétrole étaient cotés le 6 avril 2024 à 15h GMT à 90,86 dollars (83,83 euros) le Brent, et à 86,73 (80,02 euros) le Wit, des prix particulièrement élevés, alors que les investisseurs restaient fébriles face à la remontée des tensions géopolitiques et le prix du gaz au 04/04/2024 est à 30,152 euros.



DÉFI MAJEUR QUI ENGAGE L'HUMANITÉ ENTIÈRE

L'Algérie face aux impacts du réchauffement climatique

FACE AUX FLUCTUATIONS DE LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE ET AUX TENSIONS GÉOSTRATÉGIQUES

Quels sont les déterminants et perspectives des cours des hydrocarbures

Les prix du pétrole étaient cotés le 6 avril 2024 à 15h GMT à 90,86 dollars (83,83 euros) le Brent, et à 86,73 (80,02 euros) le Wit, des prix particulièrement élevés, alors que les investisseurs restaient fébriles face à la remontée des tensions géopolitiques et le prix du gaz au 04/04/2024 est à 30,152 euros.

Premièrement, l'élément central de la détermination du prix du pétrole/gaz est la croissance de l'économie mondiale qui devrait être, selon le FMI, de 3,1% en 2024, de 3,2% en 2025, contre 4% en 2023, les trois continents, 80% du PIB mondial tirant la croissance de l'économie mondiale étant l'Asie avec le Japon, la Chine, l'Inde, accessoirement la Corée du Sud, l'Europe des 27 (pays pivots, Allemagne-Grande Bretagne-France) et les États-Unis d'Amérique, en raison d'une résilience plus forte que prévu où depuis mars 2024 la moyenne de la production mondiale a été de plus de 101,2 millions de bpsj et selon l'AIE, la demande mondiale de pétrole augmentera de 2,25 millions de barils par jour (mb/j) en 2024, contre 2,44 en 2023. Pour le gaz, selon l'AIE la demande sur l'année 2024 connaîtra une croissance significative de 2,5% soit 100 milliards de mètres cubes supplémentaires – une hausse plus soutenue qu'en 2023 (+0,5%) par la hausse de la demande européenne et asiatique augmentera de 2,25 millions de barils par jour (mb/j) en 2024, contre 2,44 en 2023. Pour le gaz, selon l'AIE, la demande sur l'année 2024 connaîtra une croissance significative de 2,5%, soit 100 milliards de mètres cubes supplémentaires – une hausse plus soutenue qu'en 2023 (+0,5%), la production ayant atteint 4051 milliards de mètres cubes en 2023, selon le rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) et étant prévu plus de 4500 en 2030, par la hausse de la demande européenne et asiatique.

Deuxièmement, nous avons les tensions géostratégiques. Depuis début octobre 2023, les marchés redoutent

une escalade de la situation géopolitique au Moyen-Orient dont les tensions récentes avec l'Iran qui contrôle le détroit de D'Ormuz ou plus de 20% des produits pétroliers y transitent. A cela s'ajoutent les tensions géostratégiques en Ukraine (un responsable de l'Otan ayant déclaré le 04/4/2024 que les attaques continues de drones ukrainiens contre les raffineries russes pourraient avoir perturbé plus de 15% de la capacité russe, ce qui a eu un impact sur la production de carburant du pays) et les tensions en mer Rouge, plus de 12% du commerce mondial, plus de 1000 milliards de dollars/an avant les tensions, dont le prix du transport a doublé voire triplé, pénalisant le canal de Suez (baisse de 42% des transactions), toutes ces tensions ayant influencé entre 10/20/25% sur le cours des hydrocarbures. Mais aucun expert ne peut prévoir ce qui peut se passer au-delà de deux à trois ans, du fait d'importantes nouvelles mutations du modèle de consommation énergétique et des impacts externes imprévisibles, la majorité des analystes ne prévoyant pas une généralisation du conflit au Moyen-Orient.

Troisièmement, le gaz étant un pour l'instant un marché segmenté géographiquement, l'on ne peut pas pour l'instant de parler d'un marché mondial de gaz, plus de 65% par canalisation, un investissement lourd et à rentabilité à moyen terme, y compris pour le GNL, dépendant surtout des contrats à moyen et long terme. Pour le pétrole, il y a le respect des accords de l'Opep+. L'Opep représente environ 35% de la production commercialisée mondiale et si l'on inclut l'Opep+ plus de 50% de la production de pétrole, les plus gros producteurs étant la Russie et l'Arabie Saoudite qui au sein de l'Opep est en mesure de peser sur l'offre mondiale. A l'avenir tout dépendra d'une entente avec l'Arabie saoudite, la Russie dans le cadre de l'Opep+ pour déterminer le prix plancher. Pour le Gaz il est utopique pour l'instant de parler d'un marché mondial de gaz, plus de 65% étant des marchés régionaux segmentés se faisant par canalisation, mais avec une percée croissante du GNL.

Quatrièmement, on doit tenir compte



du poids des USA qui sont l'un des plus grands producteurs mondiaux d'hydrocarbures grâce au pétrole et gaz de schiste. Du côté de l'offre, nous assistons à une hausse plus rapide que prévu de la production de pétrole (non conventionnel) aux USA qui a bouleversé toute la carte énergétique mondiale, où les gisements marginaux les plus nombreux deviennent rentables à un cours du baril supérieur à 60 dollars. Les États-Unis, importateur par le passé, sont devenus le plus grand producteur de pétrole brut (tenant compte de la consommation intérieure) devant l'Arabie Saoudite et la Russie et ont pénétré fortement le marché mondial avec des quantités sans précédent de gaz naturel liquéfié (GNL).

Cinquièmement, l'on doit tenir compte de la décision du G7 plus de l'Australie de plafonner le prix du pétrole russe par voie maritime à 60 dollars le baril et les dérivés du pétrole russe à compter de février 2023, ainsi que la décision de la commission européenne de plafonner le prix du gaz à 180 dollars le mégawattheure. Certes, ces plafonnements n'ont de

chance de succès que si ces prix se rapprochent de ceux du marché. Les sanctions occidentales contre la Russie ont remis en cause la stratégie expansionniste russe en direction de l'Europe à travers le North Stream et le South Stream d'une capacité de plus de 125 milliards de mètres cubes gazeux pour approvisionner l'Europe, plus de 45% avant les tensions, le North Stream, les livraisons de gaz russe en direction de l'Europe ayant fortement baissé en 2022 de plus de 46%, expliquant d'ailleurs les tensions énergétiques en Europe à environ 17% fin 2023.

La Russie se tourne actuellement vers l'Asie et vend son gaz à la Chine et à l'Inde à des prix préférentiels où un accord sur le gigantesque projet de gazoduc Force de Sibérie 2, afin de réorienter l'économie russe vers l'Asie. Avec la mise en service d'un gazoduc d'une capacité de transport de 50 milliards de mètres cubes de gaz sur 2600 kilomètres de long qui reliera la Sibérie au Xinjiang chinois (nord-ouest), via les steppes de Mongolie, Force de Sibérie, qui part lui de l'Extrême-Orient russe, les quantités

attendues de livraisons à terme représenteront autant que Nord Stream, l'objectif d'ici 2030 étant de livrer au total à la Chine environ 98 milliards de mètres cubes de gaz et 100 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié.

Sixièmement, sous réserves de la résolution des conflits internes, souvent alimentés par les rivalités des grandes puissances et leurs sous traitants, il faut prévoir le retour à terme de certains producteurs pénalisés par des conflits internes ou de sanctions internationales : par exemple de la Libye, sous réserve d'une stabilisation politique qui dispose de réserves de 42 milliards de barils de pétrole et plus de 1500 milliards de mètres cubes gazeux, pour une population ne dépassant pas 6,5 millions d'habitants, pouvant facilement produire plus de 2 millions de barils/jour. Il y a aussi l'Irak, pouvant aller vers plus de 7 millions/jour et l'Iran, ayant des réserves de 160 milliards de barils de pétrole lui permettant d'exporter entre 5/7 millions de barils jour, et possédant le deuxième réservoir de gaz traditionnel mondial, plus de 35 000 mil-

liards de mètres cubes gazeux, derrière la Russie 45 000 et avant le Qatar 20 000, sans oublier la plus grande réserve de pétrole du monde avant l'Arabie Saoudite, le Venezuela qui possède les premières réserves de pétrole du monde (certes du pétrole lourd) avec 298,353 milliards de barils, 17,7% au niveau mondial et les huitièmes de gaz naturel avec 197,089 de pieds cubes.

Septièmement, nous avons les nouvelles découvertes dans le monde en offshore en Méditerranée orientale où selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (US Geological Survey), estimées 3500 milliards de mètres cubes de gaz aiguisé l'appétit des pays riverains (Chypre, Turquie, Syrie, Liban, Israël, Égypte, Libye), ravivant les tensions géopolitiques autour de la délimitation des frontières maritimes, en n'oubliant pas les champs gaziers de Ghaza Marine 1 et 2, identifiés depuis 1999, possédant des réserves estimées à 25 milliards de mètres cubes gazeux. Nous avons également les réserves en océan Arctique où si on rapporte ces

calculs à l'échelle mondiale, l'Arctique contiendrait 13% des réserves de pétrole et 30% des réserves de gaz naturel mondiales, expliquant en partie les tensions au niveau de ces régions, leur exploitation étant fonction du coût élevé. N'oublions pas l'Afrique où au total les réserves de pétrole du continent s'élèvent à 77 milliards de barils, dont 42 en Afrique du Nord et 34 en Afrique de l'Ouest et dans le pourtour du golfe de Guinée. La production du continent atteint 7,8 millions de barils par jour (soit un peu plus de 10% du total mondial) et collectivement, neuf pays détiennent plus de 15.000 milliards de mètres cubes de réserves prouvées de gaz, la production totale de gaz naturel de l'Afrique en 2022 était de 8 294,79 milliards de pieds cubes, soit une augmentation de 3,43% par rapport à 2021) où nous avons le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie, la Libye, la République équatoriale, la Tanzanie, l'Angola, et l'important champs gazier Mauritanie-Sénégal en exploitation fin 2024.

Huitièmement, les politiques de la transition énergétique seront déterminantes pour un nouveau modèle de consommation énergétique mondial qui influe sur les prix des hydrocarbures transitionnels. D'ici à 2030/2035, les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique USA/ Chine/Europe/Inde devraient dépasser les 4000 milliards de dollars et les grandes compagnies devraient réorienter progressivement leurs investissements dans ces segments rentables à terme, les industries de la vie pour reprendre l'expression de Jacques Attali.

Les USA/Europe représentent actuellement plus de 40% du PIB mondial qui dépasse le seuil des 100 000 milliards de dollars en 2023, pour une population inférieure à un milliard d'habitants.

Et si les Chinois, les Indiens et les Africains avaient le même modèle de consommation énergétique, il faudrait cinq fois la planète pour répondre à leurs besoins. Il est prévu en Europe la diminution de 50% de la consommation des hydrocarbures traditionnels en 2030, avec une plus grande efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, bleu et blanc. Neuvièmement, les fluctuations des

stocks américains et chinois ainsi que la cotation du dollar notamment par rapport à l'euro, toute hausse ou baisse du dollar pouvant entraîner un écart sur le prix des hydrocarbures, en précisant que l'euro, selon le FMI, représentait 20,5% des avoirs officiels de réserves de change dans le monde en 2022 (part mesurée à taux de change constants), tandis que la part du dollar américain s'établissait à 58,4% et que 31,6% des paiements dans le monde étaient effectués en euro et 47,6% en dollar américain soit au total près de 80% et selon le pointage du système de transaction SWIFT, en septembre 2023 la part du yuan dans le commerce international était de 2,077% contre 1,81% en 2022.

En conclusion, la rente des hydrocarbures est une rente éphémère et comme nous l'ont enseigné les grands penseurs, dont le grand sociologue Ibn Khaldoun qui, dans son cycle des civilisations, lorsque l'immoralité gangrène la cité dans son ensemble et dévalorise la vertu du travail, c'est la décadence de toute la société. Une nation n'est forte et une diplomatie écoutée que si son économie est concurrentielle au niveau mondial devant s'insérer dans le cadre de la transition énergétique.

Car le monde devrait connaître un bouleversement inégalé depuis des siècles, d'un côté des pluies diluviennes, des inondations et de l'autre côté, sécheresse et incendies. Le réchauffement climatique n'est pas une vue de l'esprit, étant une question de sécurité mondiale et les dirigeants sont appelés à avoir une autre gouvernance. Fondamentalement, si nous échouons à passer à un monde à faible émission de carbone, c'est l'intégrité globale de l'économie mondiale qui sera menacée, car le climat mondial est un vaste système interconnecté. Pour les pays en voie de développement qui aspirent au bien-être, des stratégies d'adaptation avec l'aide des techniques nouvelles des pays développés sont nécessaires, car pour ne citer qu'un exemple, l'Afrique n'est responsable, selon les rapports de l'Onu, pour moins de 5% des émissions à effet de serre.

Par Abderrahmane Mebtoul, Expert international

DÉFI MAJEUR QUI ENGAGE L'HUMANITÉ ENTIÈRE

L'Algérie face aux impacts du réchauffement climatique

En juin 1992, l'Algérie a signé la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

La lutte contre le réchauffement climatique engage la sécurité du monde où les rapports de l'Onu prévoient une sécheresse sans pareille entre 2025/2030 avec une pénurie d'eau douce et donc une crise alimentaire. Fondamentalement, si nous échouons à passer à un monde à faible émission de carbone, c'est l'intégrité globale de l'économie mondiale qui sera menacée, car le climat mondial est un vaste système interconnecté. Or, avec les tensions en Ukraine et la crise énergétique, bon nombre de pays recourent massivement aux énergies fossiles et la paix dans cette région est une condition essentielle pour aborder sereinement le sujet stratégique du réchauffement climatique et donc la transition énergétique irréversible qui modifiera le pouvoir énergétique et économique mondial entre 2025-2030-2040.

Toute action dans une zone déterminée du globe a un impact sur le reste du monde, où depuis 1850, notre planète s'est déjà réchauffée en moyenne de 1,1°C. Selon le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le réchauffement planétaire en cours pourrait atteindre 1,5°C à 4,4°C d'ici 2100. Les experts du Giec indiquent que le réchauffement climatique devrait être contenu à +1,5°C au maximum d'ici 2100 pour éviter que notre climat ne s'emballe. Cette limitation sera hors de portée à moins de réductions immédiates, rapides et massives des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Premièrement, pour la hausse du niveau des mers, le constat est la hausse moyenne des températures qui provoque une fonte des glaces continentales (glaciers, icebergs, etc.). Le volume de glace fondue vient s'ajouter à celui de l'océan, ce qui entraîne une élévation du niveau des mers. Entre 1901 et 2020, le taux moyen d'élévation du niveau marin s'accélère, étant de près d'1,3 mm par an entre 1901 et 1971, d'environ d'1,9 mm par an entre 1971 et 2006, et il atteint près de 3,7 mm par an entre 2006 et 2020. Le Giec estime que le niveau des mers pourrait augmenter de 1,1 m d'ici 2100. Comme impact, les zones côtières seront confrontées à des inondations dans les zones de faible altitude plus fréquentes et plus violentes et à l'augmentation de l'érosion du littoral.

Deuxièmement, la modification des océans qui absorbent naturellement du gaz carbonique, en excès dans les océans, acidifie le milieu sous-marin. Une acidification trop importante des eaux marines peut provoquer la disparition de certaines espèces, notamment des végétaux et des animaux tels que les huîtres ou les coraux. En plus de leur acidification, les activités

humaines entraînent d'autres modifications des océans: baisse de leur teneur en oxygène, réchauffement et augmentation de la fréquence des vagues de chaleur marines. Ces changements affectent les écosystèmes marins et les populations qui en dépendent.

Troisièmement, l'amplification des phénomènes météorologiques extrêmes provoque l'évaporation de l'eau, ce qui modifie le régime des pluies. Cela apporte des pluies plus intenses, avec les inondations qui les accompagnent dans certaines régions, et des sécheresses plus intenses et plus fréquentes dans de nombreuses autres régions. En effet, lors de pluies violentes, les sols ne peuvent pas fixer l'eau. Elle s'écoule alors directement vers les cours d'eau plutôt que de s'infiltrer. Le réchauffement planétaire entraîne d'autres dérèglements tels que le dérèglement des saisons et le déplacement des masses d'air qui pourraient, à long terme, accroître le nombre d'événements climatiques extrêmes: tempêtes, ouragans, cyclones, inondations, vagues de chaleur, sécheresses, incendies.

Quatrièmement, le réchauffement climatique est une menace sur les plantes et les animaux car les cycles de croissance des végétaux sauvages et cultivés sont modifiés: gelées tardives, fruits précoces, chute des feuilles tardives, etc. Beaucoup d'espèces ne supporteront pas les nouvelles conditions climatiques et l'agriculture devra s'adapter en choisissant des espèces précoces. Les comportements de nombreuses espèces animales devront migrer ou s'adapter rapidement à ce dérèglement climatique sous menace d'extinction. Un réchauffement de 1°C oblige déjà certaines espèces à se déplacer de plusieurs centaines de km vers le Nord ou de plusieurs dizaines de mètres en altitude pour retrouver leurs conditions de vie.

Cinquièmement, l'impact du réchauffement climatique bouleverse les conditions de vie humaine. Certains de ces effets sont irréversibles, ils ont poussé les écosystèmes au-delà de leur capacité d'adaptation. Aujourd'hui, selon le rapport du Giec, environ 3,3 à 3,6 milliards de personnes vivent dans des habitats très vulnérables au changement climatique. Si le niveau des mers augmente d'1,1 m d'ici 2100, près de 100 millions de personnes seront contraintes de changer de lieu d'habitation, et certaines terres côtières ne seront plus cultivables.

En raison de la montée des eaux, des famines ou encore des tempêtes, de nombreuses personnes seront contraintes, pour s'adapter au dérèglement climatique, de quitter leur maison ou leur pays: près de 220 millions de migrants climatiques sont envisagés d'ici à 2050 à cause de toutes ces catastrophes. Par ailleurs, le changement climatique accroît les risques sanitaires: vagues de chaleur, cyclones, inondations, sécheresses, propagation facilitée de maladies.

Sixièmement, les dérèglements clima-

tiques perturbent la distribution des ressources naturelles, leur quantité et leur qualité. De plus, les rendements agricoles et des activités de pêche sont impactés. Les rendements agricoles pourraient baisser d'environ 2% tous les 10 ans tout au long du XXIe siècle, avec des fluctuations chaque année. Cela mène à une insécurité alimentaire (augmentation du prix des denrées, difficultés d'approvisionnement, etc.) et des tensions autour des ressources. Septièmement, les impacts sur les coûts. Ainsi, l'AIE, les engagements gouvernementaux actuels ne permettraient d'atteindre que 20% des réductions d'émissions nécessaires d'ici 2030. Pour atteindre les objectifs, il faudrait investir chaque année jusqu'à 4 000 milliards de \$ au cours de la prochaine décennie, en dirigeant la majorité de ces investissements vers les économies en développement. Des estimations plus larges sont réalisées pour chiffrer les investissements nécessaires à plus long terme. Morgan Stanley prévoit par exemple qu'il faudrait 50.000 milliards de \$ pour transformer ce que le groupe bancaire décrit comme les cinq industries clés: énergies renouvelables, véhicules électriques, hydrogène, captage / stockage du carbone et biocarburants.

Pénurie des ressources hydriques

Selon le réassureur Swiss Re, assureur des assureurs, il faudrait 270000 milliards de dollars d'ici 2050, et les objectifs de l'accord de Paris ne pourront être atteints qu'en 2069, soit 20 ans de retard, devant miser sur l'efficacité énergétique en premier lieu dans le transport de l'énergie, le Btph, l'industrie sans compter les coûts dans, la santé et de l'agriculture et celui des loisirs nouveau mode du tourisme. nécessitant la réforme du système financier mondial du fait que les obligations vertes représentent en 2021 seulement 2% de la valeur du marché obligataire mondial. Sans changement de trajectoire, les prévisions du Nges, qui s'appuient sur la simple mise en place des politiques actuelles, envisagent une perte de production équivalant à environ 5% du PIB mondial d'ici 2050, et jusqu'à 13% d'ici 2100. La Commission européenne, quant à elle, parle d'un investissement de 3500 milliards d'euros au cours des dix prochaines années (soit 25% du PIB), tandis que l'université de Tsinghua University prévoit que le plan chinois coûtera au cours des quatre prochaines décennies environ 21 600 milliards de dollars, 122% du PIB.

Qu'en est-il de la politique de l'Algérie, pays semi-aride, contre les effets du réchauffement climatique avec la pénurie d'eau et la crise alimentaire qui peuvent conduire à des guerres dans différentes contrées du monde. La nappe de l'Albien est la plus grande nappe d'eau souterraine au monde, environ 50.000 milliards de mètres cubes, étant à cheval sur trois pays, l'Algérie, la Libye et la Tunisie. 70% de la nappe se trouvant en territoire algérien au sud-est du pays.

L'Algérie a adopté un plan ambitieux contre le réchauffement climatique du

fait qu'elle a connu, au cours du siècle dernier, une augmentation de température de 0,3°C par décennie ainsi qu'un déficit de pluie de 15%, ayant opté pour un programme ambitieux d'unités de dessalement d'eau de mer. C'est que les impacts principaux du changement climatique se traduisent par une pénurie des ressources hydriques, la dégradation de la qualité de l'eau, l'intrusion des eaux marines au niveau des nappes aquifères et la détérioration des infrastructures, causée principalement par les inondations. L'Algérie s'est engagée dans la lutte contre le changement climatique où en 2015, elle a ratifié l'accord de Paris sur le climat (COP21). Bien avant, en juin 1992, l'Algérie a signé la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Ccnoucc) et l'a ratifiée en juin 1993, ayant participé à la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP25), qui s'est déroulée à Madrid les 12 et 13 décembre 2019.

Dans le domaine du torchage du gaz, les efforts déployés ont permis de baisser les gaz brûlés de 500 millions de m3 durant l'année 2020-2021. Le Groupe pétro-gazier national, Sonatrach l'initiative Zéro Routine Flaring by 2030, lancée en 2015 par le secrétaire général des Nations unies et le président du Groupe de la Banque mondiale et visant à mettre fin au torchage systématique de gaz d'ici 2030. Récemment, l'Algérie a mis en place un Plan national Climat 2020-2030 portant sur 155 projets pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation avec les impacts négatifs des changements climatiques et l'accompagnement de la gouvernance climatique.

Pour les pays en voie de développement qui aspirent au bien-être des stratégies d'adaptation avec l'aide des techniques nouvelles des pays développés, devant adapter une stratégie progressive pour ne pas freiner leur développement, pouvant tolérer un minimum. Si l'Afrique, l'Asie dont la Chine et l'Inde plus de 4 milliards d'habitants sur les 8 milliards avaient le même modèle de consommation énergétique que l'Europe et les USA, qui accaparent en 2022 plus de 40% du PIB mondial estimé à plus de 100.000 milliards de dollars pour moins d'un milliard d'habitants. Le monde connaît un bouleversement inégal depuis des siècles, d'un côté pluies diluviennes, inondations, de l'autre côté, sécheresse et incendies. Or cela entraîne des coûts colossaux, impossibles à supporter par un seul État et une menace pour l'avenir de l'humanité, d'où l'urgence d'une action collective.

**Professeur des universités, expert international, docteur d'État 1974-Directeur d'études ministère Industrie-Énergie 1974/1979-1990/1995-2000/2006-2013/2015 -Président de la commission transition énergétique des 5+5+ Allemagne en juin 2019*

GHARDAÏA

Début de la nouvelle édition du traditionnel "Moussem de Ziyara" dans le M'Zab

La nouvelle édition du traditionnel "Moussem de Ziyara", initiée annuellement par les instances religieuses "Les Azzaba" à travers la pentapole du M'Zab composée de cinq Ksour, en hommage aux Oulémas et aïeux décédés, a débuté vendredi à Ghardaïa par le Ksar de Melika.

Illustrant l'attachement des habitants du M'Zab à la préservation du patrimoine matériel et immatériel de la région et la place de choix accordée aux Oulémas et aïeux dans la protection du référentiel religieux, cette "ziyara" annuelle veille à garantir la transmission aux générations futures de la mémoire collective léguée par les aïeux.

Cette "Ziyara" consiste à une visite guidée des mausolées et cimetières des personnalités religieuses et aïeux, décédés, ayant marqués par leur travail les Ksour du M'Zab, dans une atmosphère empreinte de piété et de recueillement, et en présence des habitants, notamment les jeunes.

"Pour les fidèles de cette ziyara, c'est une occasion de revisiter l'histoire du Ksar et les relations tissées dans le passé avec les différentes achirates et autres", a expliqué Bakir un habitant de Melika. Et d'ajouter que chaque ksar de la pentapole (Beni Izguen, El Ateuf, Bounoura, Melika et Ghardaïa) organise un regroupement de la population masculine à la place du souk, avant de se diriger vers les mausolées et cimetières pour se recueillir sur les tombes des aïeux et Oulémas qui se



sont illustrés durant leur vie dans l'adoration d'Allah et la propagation de sa parole transmise par son messager le Prophète Mohamed (QSSL).

La "Ziyara" est entamée par la lecture des versets coraniques avant que les participants et fidèles traversent les rues et ruelles dans une ambiance empreinte de spiritualité et de dévotion, en récitant à haute voix des panegyriques du Prophète (QSSL).

Dans les cimetières, le rôle de chaque "Alem" (savant religieux) et sa biographie est mis en lumière par une pléiade de spécialistes et de chercheurs de l'histoire de la région, en vue de permettre aux jeunes générations de connaître leurs aïeux et rappeler les engagements pris par leurs ancêtres pour propager l'éducation islamique et la parole d'Allah (Dieu) ainsi que la richesse culturelle qui constitue une composante de l'identité nationale. Pour un membre organisateur du Ksar de Melika, cette manifestation culturelle et religieuse vise à mettre en exergue les spécificités

locales de chaque Ksar et à préserver le patrimoine culturel et la mémoire collective locale. Dans le M'Zab, le "Moussem de Ziyara" constitue un symbole civilisationnel reliant le passé ancestral à l'avenir prometteur, a affirmé cheikh Salah un membre de la mosquée de Melika.

La "Ziyara" dans chaque Ksar est précédée par des actions de nettoyage et d'entretien des cimetières dans une ambiance religieuse et citoyenne avec la participation de l'ensemble des citoyens afin de débarrasser les lieux mortuaires des débris et amoncellement de déchets.

A noter que cette "Ziyara" destinée, entre autres, à réduire le fossé entre les générations et à consacrer la continuité de la transmission et de l'échange des valeurs entre elles, s'achève dans un climat convivial à la mosquée de chaque Ksar autour des mets et plats, notamment le couscous garni de viande de chameau et une soupe de blé broyé appelée "Iouizi" préparés par les ménagères du Ksar,

ainsi que du lait, des dattes et du thé à la menthe.

Au terme de cette manifestation culturelle et religieuse, des prières sont prononcées pour implorer Allah une saison faste pour l'agriculture et l'hydrique, avant de solliciter le Tout-Puissant son pardon et sa miséricorde

KHENCHELA

300 unités pour la première tranche du programme AADL 3

Pas moins de 300 logements ont été réservés en 2024 à la wilaya de Khenchela au titre de la première tranche du programme AADL 3, a-t-on appris samedi auprès du directeur local du logement. Dans une déclaration à l'APS, Walid Benseghir a révélé que cette première tranche réserve à la wilaya de Khenchela 300 unités pour lesquelles les souscriptions débuteront avant la fin du premier semestre de l'année en cours et elle est appelée à augmenter à 2.000 unités en cas d'accroissement de la demande des citoyens de la wilaya sur cette formule. En prévision de la concrétisation de ce programme, trois assiettes foncières ont été dégagées dans la commune de Khenchela : à la cité route de Baghaïa, dans le POS 21, sur la route de Fringuel, près des 1.375 logements promotionnels aidés, et sur la route Zoui du POS 13, a précisé le même responsable. Le même responsable a ajouté qu'en application des instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, toutes les procédures administratives relatives à la régularisation de la nature légale de ces assiettes foncières ont été parachevées. La superficie totale des assiettes qui accueilleront ce programme est estimée à 22,5 hectares répartis sur les sites route Baghaïa, route Fringuel et route Zoui, a ajouté le directeur du logement.

Les souscriptions pour les logements AADL 3 s'effectueront sur le site électronique de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) par le numéro d'identification national et celui de la sécurité sociale du postulant, a indiqué M. Benseghir.

BOUMERDÈS

Mise en service de la voie d'évitement de la ville avant la prochaine saison estivale

La deuxième section de la voie d'évitement de la ville de Boumerdès d'une longueur de 9 km sera mise en exploitation avant la prochaine saison estivale, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya des travaux publics (DTP).

Jugeant « satisfaisant » le taux d'avancement des travaux de réalisation de la deuxième et dernière section de la voie d'évitement de Boumerdès, « un des plus importants projets d'infrastructures de base de la wilaya », la directrice locale des travaux publics, Feriel Sayoud, a indiqué que ce tronçon « sera mis en service, comme prévu, avant l'été prochain ».

La voie d'évitement du chef-lieu de wilaya d'une longueur totale de 15 km est répartie en deux parties l'un linéaire de 8 km avec des ouvrages

d'arts et qui est déjà mise en exploitation, et l'autre de 9 km comportant deux grands ouvrages d'arts et des échangeurs sera réceptionnée et mise en exploitation dans les délais arrêtés, a-t-elle dit. Ce projet va relier les régions d'El Karma et Sghirat à la RN 24 et à la localité Louz, ainsi que la commune de Corso au Chemin de wilaya 146 en direction de Tidjelabine et à la RN 5, a rappelé la même responsable. La même source a souligné que la voie d'évitement de la ville de Boumerdès contribuera à décongestionner le trafic au niveau du chef-lieu de wilaya tout en renforçant les perspectives de développement de cette ville et des régions limitrophes. Elle permettra aussi d'éviter la route reliant la ville de Boumerdès à la RN 5 via la commune de Tidjelabine.

La voie d'évitement offrira aussi aux usagers de la route la possibilité de se déplacer dans toutes les directions, que ce soit vers la partie sud-est de la wilaya ou vers les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira, Alger, tout en désenclavant les localités qu'elle traverse.

Le wali Fouzia Naâma, qui avait inspecté dernièrement le projet, a observé que cette route va fluidifier le trafic dans la région, notamment durant la saison estivale. Elle avait donné, à l'occasion, des instructions pour la mise en place de la signalisation, de l'éclairage public, avant sa mise en service et pour son intégration dans le plan de circulation de la ville et de la wilaya.

Elle a aussi insisté sur la nécessité de lancer des campagnes de plantation le long de cette nouvelle voie.

MALADIE D'ALZHEIMER

Principaux prédicteurs de risque chez les très âgés

La gravité des dépôts amyloïdes dans le cerveau – et pas seulement l'âge ou l'évolution de la charge amyloïde – constituent une clé diagnostique pour déterminer quels sont les patients les plus à risque de maladie d'Alzheimer.

Cette équipe de recherche de l'Université de Pittsburgh suggère que la gravité des dépôts amyloïdes dans le cerveau – et pas seulement l'âge ou l'évolution de la charge amyloïde – constituent une clé diagnostique pour identifier les patients les plus à risque de maladie d'Alzheimer et pouvant le mieux bénéficier des nouveaux traitements anti-amyloïdes. Ces données, publiées dans la revue *Neurology*, incitent donc les neurologues à prendre en compte la charge initiale d'amyloïde, la santé cognitive, les autres lésions cérébrales possibles, plus que l'évolution de l'accumulation d'amas bêta-amyloïdes toxiques pour évaluer, chez leurs patients, le risque de démence et d'Alzheimer. Car si l'accumulation caractéristique d'amas bêta-amyloïdes toxiques s'accélère avec la vieillesse, chez tous les patients, la charge amyloïde de base et la santé globale du cerveau apparaissent des prédicteurs plus puissants de développement de la maladie d'Alzheimer. En d'autres termes, seule l'accumulation d'amyloïde ne constitue pas un marqueur de risque suffisant et lorsque les patients sont cognitivement normaux, « il convient de prendre également en



compte d'autres marqueurs pour améliorer la mise en œuvre des traitements contre la démence », précise ici l'auteur correspondant, le Dr Oscar Lopez, professeur de neurologie à Pitt. La présence, la quantité et la distribution globales d'amas bêta-amyloïde dans le cerveau constituent un symptôme voire une pathologie couramment associée à la maladie d'Alzheimer. Cependant, ce constat procède d'études menées majoritairement auprès de participants âgés, mais de moins de 80 ans. Or, les personnes âgées de 80 ans et plus présentent la prévalence la plus élevée de maladie d'Alzheimer. Ainsi, écrivent les chercheurs, « le lien entre l'accumulation d'amas bêta-amyloïde dans le cerveau et la démence chez les personnes âgées reste flou ».

L'étude réexamine, donc, la relation

entre les dépôts de bêta-amyloïde et l'incidence des démences chez 94 personnes âgées en bonne santé cognitive et âgées en moyenne de 85 ans à l'inclusion. Ces participants ont été suivis pendant 11 ans ou jusqu'à leur décès et ont passé au moins 2 PET-scans au cours de l'étude afin d'évaluer le dépôt amyloïde dans le cerveau.

Cette étude révèle :

sans surprise, une augmentation constante de l'accumulation de bêta-amyloïde

chez tous les participants au fil du temps, indépendamment de leur charge initiale au début de l'étude :

- cela suggère déjà que seule l'évolution de cette charge amyloïde ne constitue pas un caractère distinctif de l'incidence de la démence ;
- cette accumulation est significativement plus rapide chez les patients âgés

de 80 ans et plus que chez les participants à la fin de la soixantaine, ce qui est en ligne avec la présence plus élevée de bêta-amyloïde chez les personnes les plus âgées ;

- très peu de participants développent une démence sans avoir de dépôts de bêta-bêta dans le cerveau ;

- la charge initiale d'amyloïde est associée au développement en moyenne 2 ans plus tôt de la démence vs absence de charge initiale d'amyloïde.

En conclusion :

L'évolution à court terme de la charge bêta-amyloïde à elle seule sur une période ici d'un peu moins de 2 ans, ne permet donc pas de prédire le risque futur de démence. En revanche, la gravité de la charge initiale ainsi que d'autres marqueurs de lésions cérébrales (lésions de la substance blanche, diminution de l'épaisseur de la matière grise dans le cortex cérébral) sont des prédicteurs de risque plus puissants, qui indiquent qu'un processus pathologique est en marche. L'étude confirme également que l'accumulation d'amyloïde dans le cerveau est un processus qui prend des décennies et se produit dans le contexte d'autres pathologies cérébrales, en particulier les maladies des petits vaisseaux (maladie cérébrovasculaire).

L'équipe va maintenant regarder s'il existe un processus vasculaire se produisant parallèlement au dépôt de bêta-amyloïde.

Source : *Neurology Association Between β -Amyloid Accumulation and Incident Dementia in Individuals 80 Years or Older Without Dementia*

EXPOSITION AU PLOMB

Stress physiologique et troubles du comportement

Le plomb peut provoquer des déficits neurocognitifs et des troubles cardiovasculaires et métaboliques mais également une réponse au stress anormale chez les enfants et les adolescents de l'Université de Pennsylvanie rappelle que le plomb est un neurotoxique environnemental qui peut provoquer des déficits neurocognitifs et des troubles cardiovasculaires et métaboliques. Si l'association entre l'exposition au plomb et le QI des enfants a déjà été étudiée, 3 nouvelles recherches révèlent et précisent les effets du plomb dans le sang, sur la réponse physiologique au stress chez les enfants et les adolescents. Ces données, présentées dans les revues *Environmental Research* et

dans l'*International Journal of Hygiene and Health*, mettent en lumière les conséquences, multiples et sévères de l'exposition au plomb à l'enfance, conséquences du saturnisme, qui persistent à l'âge adulte. Jusqu'à présent peu d'études avaient décrypté les effets de l'exposition au plomb sur la réponse au stress physiologique, un mécanisme sous-jacent d'effets néfastes, ou bénéfiques, sur la santé. Ces études apportent de nouvelles preuves suggérant que cette exposition, au cours de la petite enfance est significativement associée à une réponse dérégulée au stress. Des implications pour le développement et le comportement, à long terme. Comprendre pour mieux

cibler le stress : c'est l'objectif de cette équipe, pour pouvoir ensuite réduire les effets nocifs de l'exposition au plomb pour les enfants les plus à risque, en général de foyers plus défavorisés. L'équipe travaille sur ce sujet avec des collègues du China Jintan Child Health Project, financé par les NIH, qui suit plus de 1.000 enfants à Jintan, en Chine, de la maternelle à l'adolescence, pour comprendre l'influence de l'exposition au plomb environnemental sur leur développement et leur comportement.

Plomb et stress physiologique

Les mécanismes biologiques qui sous-tendent la relation entre une exposition au plomb

et la réponse au stress ont été peu étudiés et restent mal compris. L'auteur principal, Olivia M. Halabicky, chercheur à la « Penn Nursing » rappelle qu'une réponse au stress anormale est pourtant associée à une multitude de conséquences néfastes sur la santé, dont le risque de maladies cardiovasculaires et métaboliques, d'altération du développement neurologique et de plus mauvais résultats neurocognitifs. Deux études confirment ces effets, à vie, de l'exposition au plomb durant l'enfance et l'adolescence.

Plomb et comportement antisocial

Une 3e étude révèle que l'ex-

position au plomb d'adolescents âgés de 11 et 12 ans est positivement corrélée à la fois à plus d'adversité sociale et à un comportement extraverti et confirme que les niveaux de plomb dans le sang médient cette relation anormale aux autres et à la société.

Des implications importantes en santé publique et environnementale qui illustrent également la relation étroite entre inégalités sociales, saturnisme et résultats de santé, en particulier chez les plus jeunes. Plus concrètement, il s'agit de poursuivre la « chasse au plomb » dans l'environnement des enfants afin de réduire le risque de troubles du comportement, à l'adolescence et d'intégration sociale plus tard dans la vie.

8^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES PARLEMENTAIRES **Clôture des travaux à Oslo**



«Les travaux de la 8^e Conférence internationale des parlementaires sur la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (IPC/CIPD), auxquels ont participé 120 pays, dont l'Algérie, ont pris fin à Oslo (Norvège)», a indiqué samedi un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

La dernière séance a été marquée par «plusieurs débats dans le cadre des 12 ateliers ayant réuni des représentants des Parlements de 120 pays dans le but de s'entendre sur la vision 2030, avant l'adoption à l'unanimité du communiqué final de la conférence», a précisé la même source.

L'Algérie était représentée à cette conférence par le président de la Commission de la santé, du travail, de la formation professionnelle et des affaires sociales de l'APN, Zouhaier Nasri, qui a présenté, à cette occasion, l'expérience de l'Algérie en matière de protection de la santé, de la population et des droits de l'Homme. Il a souligné

que l'expérience algérienne «repose sur une stratégie intégrée reliant différents secteurs pour atteindre les objectifs consacrés par la Constitution de 2020, notamment dans le cadre de l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens.»

Le parlementaire algérien a évoqué, également, les droits des femmes, en particulier dans les domaines politique, socioprofessionnel et de santé, affirmant que «l'Algérie, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est déterminée à réaliser une percée économique après l'achèvement de l'édification institutionnelle.»

MALI

L'UA appelle à « une feuille de route » pour « achever le processus de transition »

L'Union africaine a appelé la junte militaire au Mali à « travailler à une feuille de route visant à achever le processus de transition » dans le pays, où la perspective d'élections en vue d'un retour à un pouvoir civil a été repoussée.

Le Premier ministre malien, Choguel Kokalla Maïga, nommé par les colo-

nels qui ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020, a annoncé, jeudi soir, que des élections ne seront organisées qu'une fois que le pays, confronté notamment à une grave crise sécuritaire, serait définitivement stabilisé. Cette annonce répondait aux critiques des militaires qui ont manqué à leurs

engagements d'organiser la présidentielle en février, puis de céder leur place d'ici au 26 mars. La veille, les autorités avaient annoncé la suspension des partis et des associations à caractère politique. L'UA a suspendu le Mali de ses institutions en juin 2021.

R. I. / Agences

INONDATIONS MAJEURES EN RUSSIE

Les évacuations continuent

Samedi matin, le niveau du fleuve Oural atteignait 11,71 mètres, selon les autorités locales. C'est bien plus que le seuil jugé critique, et cela représente une nouvelle augmentation d'environ 42 cm par rapport à la veille. Les évacuations se poursuivaient dans des régions russes de l'Oural touchées par des inondations majeures, qui balayent également le Kazakhstan voisin, sans réel répit en vue car le niveau de l'eau continue à monter par endroits. Ces crues sont causées par de fortes pluies associées à une hausse des températures, à la fonte accrue des neiges et à la débâcle des glaces hivernales recouvrant rivières et fleuves. A Orenbourg, chef-lieu de la région éponyme fronta-

lière du Kazakhstan, l'une des villes les plus touchées, les eaux du fleuve Oural ont partiellement submergé certaines routes et se sont déversées sur des zones résidentielles, transformant des quartiers en mares. Samedi matin, le niveau du fleuve atteignait 11,71 mètres, selon les autorités locales. C'est bien plus que le seuil jugé critique, et cela représente une nouvelle augmentation d'environ 42 cm par rapport à la veille. Près de 14.000 personnes ont déjà été évacuées, a indiqué la mairie, et des milliers de maisons ont été inondées. Les secouristes et forces de l'ordre continuaient samedi à aider les habitants à quitter leur domicile de façon « préventive », sans

attendre que l'eau ne monte encore davantage. « Le plus important c'est que la maison ne soit pas pillée. C'est ce qui m'inquiète. A part cela, tout va bien ! Nous survivrons ! », a assuré, confiant au vu de l'ampleur des moyens mobilisés et des mesures d'urgence prises, Valéri, sexagénaire tout juste évacué. Eldar Rakhmetov, un responsable du ministère des Situations d'urgence, dit avoir constaté « une augmentation du nombre de maisons inondées ce matin, et davantage d'évacuations sont organisées ». Plus à l'Est, la région de Kourgan risque d'être, elle aussi, inondée dans les prochains jours. Le gouverneur Vadim Choumkov a appelé les résidents des

zones concernées à quitter leurs domiciles de façon « préventive », sans attendre que l'eau ne monte encore davantage. « L'eau est traîtresse, et avec une telle masse, sa croissance est imprévisible », a-t-il dit. Citant les prévisions des autorités, il a assuré qu'une « forte hausse » du niveau de l'eau était attendue dans les prochains jours, laissant présager une « situation difficile ». Si le degré d'influence du changement climatique reste à déterminer, il est déjà établi par les scientifiques que le réchauffement de la planète favorise des événements météorologiques extrêmes comme les fortes précipitations à l'origine d'inondations.

R. I. / Agences

TOGO Début de la campagne des législatives et régionales

La campagne pour les élections législatives et régionales au Togo prévues le 29 avril a démarré samedi conformément à la nouvelle Constitution adoptée fin mars dernier, selon des médias sur place.

« Pour marquer le début de la campagne, plusieurs cortèges à moto et en voiture de membres de partis politiques ont sillonné les grandes artères de Lomé, la capitale », ont précisé les mêmes sources.

« Le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), y était présent, comme plusieurs partis de l'opposition, dont l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et des Forces Démocratiques pour la République (FDR) », a-t-on noté de même source. L'Assemblée nationale est actuellement dominée par l'UNIR, les principaux partis d'opposition ayant boycotté les dernières élections législatives de 2018. Mais cette année, l'opposition a affirmé participer pleinement aux scrutins des législatives et des régionales. Les deux élections sont fixées au 29 avril, a indiqué la présidence mardi, après avoir été reportées pour mener des consultations sur la nouvelle Constitution, considérée par plusieurs partis d'opposition comme une manœuvre pour maintenir le président Faure Gnassingbé au pouvoir plus longtemps. En vertu de la nouvelle Constitution, il reviendra au Parlement togolais d'élire le président de la République, « sans débat » et « pour un mandat unique de six ans ». Le pouvoir résidera entre les mains d'un « président du Conseil des ministres », sorte de Premier ministre « désigné » par les députés, en charge des fonctions régaliennes, selon le nouveau texte.

Des manifestations de l'opposition et de la société civile prévues vendredi et samedi pour protester contre cette Constitution n'ont pu avoir lieu, ayant été interdites par les autorités.

COUPE D'ALGÉRIE

Le CS Constantine bat l'ES Ben Aknoun et rejoint le dernier carré

Le CS Constantine s'est qualifié en demi-finales de l'édition 2024 de la Coupe d'Algérie (seniors/messieurs) de football, après sa victoire aux tirs au but contre l'ES Ben Aknoun (5-4, temps réglementaire et prolongations : 0-0), en quart de finale disputé samedi au stade Miloud-Hadefi d'Oran.

A la faveur de cette qualification, le CS Constantine rejoint le CR Belouizdad, premier club qualifié au dernier carré, après sa victoire aux tirs au but contre l'ES Mostaganem (4-2 / 3-3 AP), vendredi au stade Chahid Hamlaoui de Constantine.

Les quarts de finale de la Coupe d'Algérie se poursuivront dimanche et mardi, avec le déroulement des deux autres matchs inscrits au programme. Hier, le WA Tlemcen et le MC Alger



se sont affrontés à partir de 20h30 au stade du 5-Juillet (Alger), alors que l'USMA affrontera mardi (20h30) l'US Biskra, au stade du 19-Mai 1956, à Annaba.

Engagée en Coupe de la Confédération africaine (CAF), dont elle est tenante du titre, l'USMA a attendu ce vendredi 12 avril pour disputer son huitième de finale de la

Coupe d'Algérie contre le Raed de Bougaâ (Division Inter-régions). Un duel qu'elle a finalement remporté assez facilement sur le score de sept buts à zéro.

SUPER-COUCHE D'AFRIQUE DE HANDBALL

Al Ahly du Caire et Petro Luanda pour défendre leurs titres

La ville d'Oran sera, à partir de lundi, la capitale du handball africain en abritant la Super-coupe d'Afrique, suivie du championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes (18-27 avril), deux événements majeurs qui permettent à El-Bahia de rester sur la lancée après avoir accueilli, au cours des deux dernières années, plusieurs compétitions internationales et nationales grâce à ses belles et nouvelles infrastructures sportives.

Quatre formations animeront, à la salle omnisports du complexe « Miloud Hadefi », cette 31e édition de la Super-coupe masculine, dont deux égyptiennes, à savoir les deux «

géants » du Caire, Al Ahly, tenant du titre et le Zamalek, en plus de la JSK du RD Congo et le BMC du Congo. Les deux clubs caiotes partent avec les faveurs des pronostics pour atteindre la finale de l'épreuve des messieurs, programmée pour mardi.

Le Zamalek, affronte en demi-finale la JSK (13h30), alors qu'Al Ahly croiserait le fer avec le BMC (18h30). L'Algérie, pays hôte, n'est pas représentée dans cette Super-coupe, où le MC Alger, qui, a rétrogradé pour la première fois de son histoire au deuxième palier, compte pas moins de neuf titres. Le club algérois, absent de la scène continentale

depuis près d'une décennie, devance dans ce registre le Zamalek (7 titres) et Al Ahly (3 titres), soit les deux clubs qui ont animé les sept précédentes finales de la Super-coupe, sachant qu'outre le MCA, le MB Batna est le seul autre club algérien à avoir disputé une finale de cette épreuve, qu'il a perdue contre la formation algéroise la plus titrée de la compétition. Chez les dames, la bataille s'annonce rude, au cours de cette 29e édition féminine, entre Al Ahly (Egypte), Primeiro de Agosto (Angola), Petro Luanda (Angola) et la DGSP (Congo).

Lors des demi-finales, le Promeiro

sera opposé au DGSP (11h00), alors que Petro défiera Al Ahly (16h00). Dans cette compétition, c'est le Petro Luanda qui domine depuis la première édition disputée en 1994 à Dakar (Sénégal). Les Angolaises, championnes de la précédente édition, comptent 18 titres, en plus de quatre finales perdues. Elles sont suivies dans ce chapitre par leurs compatriotes de Primeiro De Agosto (6 trophées et 1 finale), alors que les Ivoiriennes d'Africa-sport arrivent à la troisième position dans le palmarès de la Super-coupe grâce à leur seul trophée remporté en cinq finales.

Echecs : Tournoi national Open les 19 et 20 avril à Constantine

La 26ème édition du Tournoi national Open des échecs, toutes catégories, se tiendra les 19 et 20 avril à la Maison de jeunes « Ahmed Saadi » de Constantine, a-t-on appris auprès des organisateurs. Cette manifestation sportive intellectuelle, organisée durant deux jours par la Fédération algérienne des échecs, en coordination avec la ligue wilaya des

échecs de Constantine et la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, verra la participation de plus de 90 athlètes masculins et féminins représentant divers clubs et associations sportives du pays. L'organisation de ce tournoi entre dans le cadre de la célébration de la Journée du savoir (Youm El Ilm) qui coïncide avec le 16 avril et correspondant au

84e anniversaire de la décès du Cheikh Abdelhamid Ibn Badis, figure emblématique du mouvement réformateur en Algérie. La compétition se déroulera selon le système suisse de sept rounds avec 25 minutes par match, avec un ajout de 3 secondes pour chaque coup joué, sous la direction de l'arbitre international Adnane Nesla.



2012



20h25

TMC

Depuis des semaines, les scientifiques sont très inquiets : les éruptions solaires se multiplient, provoquant sur Terre des catastrophes en série. Inconscient du danger, Jackson Curtis emmène ses enfants dans le parc de Yellowstone. Mais sur place, ils découvrent que l'armée a investi les lieux. Pendant ce temps, Kate, son ex-compagne, frôle la mort dans un séisme qui détruit le supermarché où elle faisait ses courses. Le récit est très prévisible et les personnages manquent d'épaisseur. Mais question spectacle, c'est vraiment grandiose !

LA FIÈVRE
L'AUTRE ASSEMBLÉE



20h09

CANAL+

Marie Kinsky est invitée par le producteur d'une célèbre émission de télévision du service public qui espère ainsi en améliorer l'audience. La jeune femme refuse mais lui propose une émission spéciale en prime time. Elle invite ses contradicteurs à participer à un débat politique. Sam décrypte la stratégie de son adversaire qui veut mettre en scène la politique spectacle sur le thème du "pour ou contre le port d'armes". Tristan demande à Sam de coacher le ministre de l'Intérieur qui compte y participer.

MEURTRES AU PARADIS
COURT-CIRCUIT



20h10

2

Une nuit, une coupure de courant générale frappe Honoré. En retraçant le lendemain la source de la panne à une sous-station électrique, la compagnie d'électricité découvre le corps d'un Anglais, Ellis Baxter, électrocuté. Neville Parker et son équipe apprennent qu'il s'agit d'un génie de la tech installé depuis huit mois à Sainte-Marie et qu'il dérobaît de l'électricité pour miner de la cryptomonnaie. Ils interrogent bientôt Ivan McQuillan et Laurette Duschamps, le patron et l'employée de la boutique de réparation informatique où travaillait la victime...

LE MYSTÈRE HENRI PICK



20h10

3

Célèbre animateur d'une émission littéraire, Jean-Michel Rouche est interpellé par le succès soudain du livre « Les dernières heures d'une histoire d'amour » écrit par un inconnu nommé Henri Pick, un ancien pizzaiolo aujourd'hui décédé et originaire du Finistère. Le critique littéraire est persuadé qu'il s'agit d'une imposture. Afin d'enquêter sur cet auteur dont personne n'avait jamais entendu parler auparavant, Jean-Michel Rouche se rend dans le village dont était originaire ce mystérieux écrivain. Il y rencontre Joséphine, la fille d'Henri Pick, avec qui les premiers rapports sont tendus.



LA SELECTION
DE MIDI LIBRE

USUAL SUSPECTS



19h55

arte

Après une longue peine de prison, Dean Keaton semble vouloir rentrer dans le droit chemin. Mais la police le soupçonne, ainsi que McManus, Fenster, Hockney et Kint, d'avoir trempé dans un crime. Faute de preuves, ils sont libérés. Un certain Keyser Söze leur suggère de mettre fin à un trafic de drogue en arraisonnant un cargo en remboursement d'une forte dette. L'un d'eux refuse, il est retrouvé mort. Un film brillant bâti sur une intrigue aussi complexe qu'astucieuse et un suspense habilement maintenu jusqu'au bout.

SUR LE FRONT
FROMAGES : OÙ EST PASSÉ NOTRE TERROR ?



20h05

5

Derrière les étiquettes prometteuses, qui induisent parfois volontairement en erreur, la production des fromages révèle des réalités bien disparates : alimentation du bétail, conditions d'élevage... Les pratiques d'une culture intensives assurent une production à l'année, pour répondre à une consommation de fromages et en toutes saisons. Elles entraînent aussi une inévitable uniformisation du goût, notamment par la prépondérance des vaches Prim'Holstein, une race très productive, qui dame le pion aux traditionnelles Casta ou Salers, en voie de disparition...

ZOOPARC DE BEAUVAL :
AU COEUR DE LA MACHINE



20h10

RMC
STORY

Créé en 1980, le parc de Beauval, célèbre de par le monde, est situé à Saint-Aignan dans le département de Loir-et-Cher. Il présente environ 35 000 animaux sur 44 hectares. Le parc attire chaque année près d'un million et demi de visiteurs. Il s'attache particulièrement au bien-être des animaux qu'il accueille. Il multiplie les aménagements, le dernier étant le spectaculaire dôme équatorial. Un hectare complètement vitré où la température ne descend jamais en dessous de 26 °C, pour le plus grand bonheur de ses résidents comme de ses visiteurs.

CRIMES
SPÉCIALE FRANCIS HEULME



20h05

Chérie
25

Entre 1984 et 1992, Francis Heulme a sillonné la France, tuant au hasard de ses rencontres au moins neuf personnes, ce qui lui vaudra le surnom de « routard du crime ». Des meurtres au mode opératoire variable mais toujours commis avec une violence inouïe. Pour comprendre comment cet enfant de la banlieue de Metz s'est mué en assassin, une équipe est partie à la rencontre de ceux qui l'ont fréquenté. Jean-François Abgrall, l'ancien gendarme qui a suivi le parcours du serial killer et a recueilli ses confidences, témoigne également dans ce document.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com
La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, Avenue Pasteur, Alger
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er} - Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	04:35
Dohr	12:48
Asr	16:28
Maghreb	19:22
Icha	20:50

UNE ANNÉE APRÈS LE DÉBUT DU CONFLIT **FAMINE ET DÉPLACEMENT MASSIF DES POPULATIONS, DOUBLE PÉRIL POUR LE SOUDAN**



Le peuple soudanais entame sa deuxième année de souffrance au milieu de l'une des pires crises humanitaires au monde marquée par des déplacements massifs et des massacres de civils, conséquence d'un conflit armé qui était initialement limité à quelques villes du pays avant d'engloutir plus de 70 % du Soudan.

Un an, jour pour jour, depuis le début des combats entre l'armée du Soudan et les Forces de soutien rapide (FSR) qui ont causé la mort et la dévastation dans le pays, et le conflit ne semble pas trouver de solution malgré les efforts de la communauté internationale pour y mettre fin. «Un an après, le (conflit) au Soudan continue de faire rage et le pays et ses voisins connaissent l'une des crises humanitaires et de déplacement les plus importantes et les plus difficiles au monde», avait déclaré Olga Sarrado Mur, porte-parole de l'agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Alors que le peuple soudanais se préparait à fêter la signature d'un accord qui devait mettre un terme à une crise politique interne, les premières balles ont fusé des canons au sud de la capitale Khartoum le 15 octobre 2023, déclenchant un conflit qui allait provoquer l'une des pires crises humanitaires du monde au regard de la gravité de l'état de malnutrition et du nombre des populations déplacées. Depuis, les combats entre les deux rivaux se sont étendus au-delà de la capitale vers sa périphérie et d'autres villes au centre et à l'est du pays.

Ces combats ont connu un regain de violence notamment après l'échec de l'appel du Conseil de sécurité de l'ONU à la cessation immédiate des hostilités pendant le mois sacré du ramadhan à travers l'adoption de la résolution 2724 du 8 mars. Ce revers est venu s'ajouter aux échecs de plusieurs efforts internationaux pour mettre un terme au conflit à

l'instar des négociations du processus de Djeddah et des sommets de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui représente l'Union Africaine.

À l'occasion de la visite officielle de deux jours effectuée fin janvier à Alger, le président du Conseil de Souveraineté de la République du Soudan, le général Fattah Al-Burhan Abderrahmane s'est dit favorable à «la présence de l'Algérie à toute table de dialogue ou débat arabe ou africain» après avoir affirmé que son pays faisait face à «une conspiration ourdie de connivence avec des parties régionales et internationales.»

De son côté, son hôte, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé «le soutien de l'Algérie au Soudan pour surmonter la conjoncture difficile et faire face aux forces du mal qui le ciblent», rappelant que «l'Algérie a toujours favorisé et privilégié le règlement des conflits par une approche purement interne, loin de toute forme d'ingérence étrangère», et soulignant que «le dernier mot revient au peuple soudanais avec toutes ses composantes.»

Lors de la présentation de la Note Blanche, le 20 mars, par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) à la réunion du Conseil de sécurité consacré à ce sujet, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, Amar Bendjama, a souligné au nom des membres du groupe A3+ (Algérie, Mozambique, Sierra Leone et Guyane), l'importance d'une solution politique au conflit au Soudan. Il a fait valoir la position du groupe A3+ en faveur d'un «processus politique global, qui tienne compte de toutes les préoccupations et de tous les points de vue.»

«La situation au Soudan n'est pas moins importante que n'importe quel autre dossier à l'ordre du jour de ce Conseil. Nous devons rester concentrés sur les

meilleurs moyens de désamorcer les tensions, en coordination avec les autorités soudanaises. Le peuple soudanais innocent mérite dignité, protection et un avenir meilleur», avait soutenu M. Bendjama.

Grave crise humanitaire

Malgré les espoirs suscités par l'achèvement pour la première fois depuis plusieurs semaines d'une aide d'urgence au Darfour fin mars, la situation au Soudan est qualifiée de «pire crise humanitaire» que connaît le monde.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est alarmé, début avril, d'une aggravation de la crise faisant état de 18 millions de personnes confrontées à une «insécurité alimentaire aiguë» depuis avril 2023.

Selon l'ONU, quelques 25 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population soudanaise, ont besoin d'aide, au moment où le conflit a fait environ 13 900 morts et quelques 8,5 millions de déplacés et de réfugiés.

La Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), une autorité mondiale en matière de sécurité alimentaire soutenue par les Nations Unies, déclare qu'une action immédiate est nécessaire pour prévenir «une mortalité généralisée» et «un effondrement total des moyens de subsistance et éviter une crise alimentaire catastrophique au Soudan.»

Tout récemment, Mohammed Chande Othman, président de la mission des enquêteurs de l'ONU, mettait en garde : «Le peuple soudanais a assez enduré. Les parties belligères doivent trouver la voie de la paix et du respect des droits de l'homme.» Les enquêteurs de la mission onusienne ont insisté pour que «les parties belligères au Soudan» s'engagent à «un cessez-le-feu immédiat» et travaillent «à mettre fin aux attaques contre les civils et garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire.»

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

5 kg de kif et 3 400 comprimés psychotropes saisis à Béchar

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la sûreté de la wilaya de Béchar ont pu saisir 4,995 kilogrammes de kif traité, et 3 450 comprimés psychotropes.

L'opération est intervenue après que les services de sécurité eurent exploité des informations indiquant la présence d'une personne faisant la promotion et la vente de la drogue. Un plan de sécurité a été élaboré qui a permis son arrestation.

Une perquisition au domicile du suspect, ordonnée par le procureur régional compétent, a abouti à la découverte de la quantité susmentionnée de drogue et de substances psychotropes, tandis que les investigations ont conduit à l'identification et à l'arrestation du principal fournisseur de drogue dans cette affaire.

À l'issue des procédures d'enquête, les deux prévenus, âgés d'une vingtaine d'années, ont été placés en détention provisoire en attendant leur comparution devant l'autorité judiciaire compétente.

ACCIDENT DE LA ROUTE

Une trentaine de blessés à Annaba et 37 victimes à Tindouf

Trente personnes ont été blessées, selon un bilan provisoire, suite à un accident de la route survenu samedi dans la wilaya d'Annaba.

Les services de la Protection civile sont intervenus à 7h43, dans un accident impliquant un bus transportant des travailleurs sur la route nationale n°21 dans la commune d'Aïn El-Barda.

Les blessés ont été soignés sur les lieux puis transférés à l'hôpital local.

Accident de bus à Tindouf

Un deuxième accident de bus a été enregistré hier sur nos routes. En effet et selon les services de la Protection Civile, 37 personnes ont été blessées ce dimanche dans un accident de la circulation survenu sur la RN 50 au niveau de la wilaya de Tindouf. D'après la même source, «l'accident a été enregistré vers midi au niveau de la commune de Hassi Khabib suite au dérapage d'un bus de transport de voyageurs exerçant sur la ligne Sétif-Tindouf.»

R. N.